



CHAPITRE 178

Loi constituant en corporation Les Sœurs
de Sainte-Marcelline

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Très Révérende Mère Maria Elisa Zanchi, supérieure générale de l'Institut des Sœurs de Sainte-Marcelline, demeurant en la cité de Milan, Italie, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il existe en Italie une congrégation religieuse dite Sœurs de Sainte-Marcelline, ci-après appelée "la congrégation", ayant des fins éducatives;

Que la congrégation a été fondée en Italie en 1838, et depuis s'est développée considérablement, et a des maisons en divers pays;

Qu'elle a établi une maison en le diocèse de Montréal, soit partie en la cité de Montréal, et partie en la cité de Westmount, district de Montréal;

Que la pétitionnaire désire la constitution d'une corporation dotée des pouvoirs nécessaires pour la poursuite des buts de la congrégation et pour la possession et la propriété des biens devant servir aux maisons de la province de Québec de ladite congrégation;

Que Son Éminence le Cardinal Paul-Émile Léger, archevêque catholique romain du diocèse de Montréal, où se trouve actuellement une maison de la congrégation, a donné son assentiment à la présente pétition et au présent projet de loi;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à ladite pétition;

CHAPTER 178

An Act to incorporate The Sisters of
Sainte-Marcelline

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Preamble.

WHEREAS the Very Reverend Mother Maria Elisa Zanchi, superior general of the Institute of the Sisters of Sainte-Marcelline, residing in the city of Milan, Italy, has, by her petition, represented:

That there exists in Italy a religious congregation called Sisters of Sainte-Marcelline, hereinafter referred to as "the congregation", which has educational objects;

That the congregation was founded in Italy in 1838, and has increased considerably since then, and has houses in various countries;

That it has established a house in the diocese of Montreal, namely partly in the city of Montreal and partly in the city of Westmount, district of Montreal;

That the petitioner prays for the constitution of a corporation having the powers necessary for the pursuit of the objects of the congregation and the possession of property to be used for the houses of the Province of Quebec of the said congregation;

That His Eminence Paul-Émile Cardinal Léger, Roman Catholic archbishop of the diocese of Montreal, where a house of the congregation is presently situated, has approved the present petition and bill;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitution.

Nom.

1. Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation" sous le nom de "Les Sœurs de Sainte-Marcelline", en anglais "The Sisters of Sainte-Marcelline".

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "The Sisters of Sainte-Marcelline", in French "Les Sœurs de Sainte-Marcelline".

Incorporation.
Name.

Siège social.

2. Le siège social de ladite corporation est dans la cité de Montréal.

2. The corporate seat of the said corporation shall be in the city of Montreal.

Corporate seat.

Membres.

3. Sont de droit membres de ladite corporation, les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront domiciliées en la province de Québec, mais seulement tant qu'elles y demeureront ainsi domiciliées et qu'elles demeurent membres de la congrégation.

3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be domiciled in the Province of Quebec, shall be of right members of the said corporation, but only as long as they shall remain so domiciled and shall remain members of the congregation.

Members.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité et l'enseignement.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity and instruction.

Objects.

Pouvoirs.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement:

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the power:

Powers.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

b. to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'éducation, établissements d'enseignement, maisons de repos, jardins d'enfants, refuges, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, salles publiques, lieux de retraite, colonies de vacances, bibliothèques;

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage houses of education, teaching establishments, rest houses, kindergartens, refuges, residences for nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, public halls, retreats, summer camps, libraries;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par l'émission, l'endossement et l'escompte d'effets de commerce;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law and especially by the issue, endorsement and discount of negotiable instruments;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

g. to hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens immeubles et meubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;

k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

l) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

m) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316);

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

p) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et oeuvres, ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

h. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present and future, in order to secure the payment or the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. to accept any gift, legacy or other liberality;

l. to acquire, possess, administer, rent and alienate any moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

m. to establish and maintain cemeteries, erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members and benefactors or of any person in any way connected with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316);

n. to erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and to contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

o. to provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

p. to cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

q. to make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

r) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

s) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de cinq années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlementation.

7. La corporation, préalablement autorisée par son conseil de consultants ci-après mentionné, peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la composition et la régie d'un conseil de consultants dont l'assentiment préalable peut être requis par la présente loi ou par ses règlements pour l'accomplissement de certains actes;
- d) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
- f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

Fondations.

8. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducationnelles ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et

r. to solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

s. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immoveables not utilized.

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of five consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Regulations.

7. The corporation, previously authorized by its council of advisers hereinafter mentioned, may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
- c. the composition and management of a council of advisers whose previous approval may be required by this act or by its by-laws for the performance of certain acts;
- d. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or some of its powers;
- e. the administration, management and control of its property, works and undertakings;
- f. the pursuit of its objects generally.

Endowments.

8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and accordingly receive as legal depository and fiduciary agent, the property given or transmitted by gift, will or otherwise by the donor and bind itself, as such, to

s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier.

Sous seing
privé.

Les fondations consenties à la corporation sous le régime du présent article peuvent être faites sous seing privé.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement avec une comptabilité distincte pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chaque tel patrimoine les droits de propriétaire absolu, et emploie un sceau particulier pour chacun.

Autorisa-
tion.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain de l'endroit du siège social de la corporation pour accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens en faisant partie qu'avec l'autorisation de tel clerc et elle doit les administrer sous la surveillance de ce dernier.

Dots.

9. Les dots constitués par ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent.

Change-
ment de
nom, etc.

10. La corporation peut modifier son nom corporatif avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil; la corporation peut changer, l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné avec diligence au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fonds
d'amor-
tissement.

11. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

Acte de
fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

Activités
des mem-
bres.

12. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter par conven-

carry out the charges established by the latter.

The endowments made to the corporation under this section may be made under private signature.

Under
private
signature.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, with separate book-keeping for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct
patri-
mony.

The corporation must be specially authorized by the clergyman for the time being acting as Roman Catholic bishop of the place of the corporate seat of the corporation to accept such endowments; it may invest the property thereof only with the authorization of such clergyman and it must administer the same under his supervision.

Author-
ization.

9. Settlements constituted by or for its members, as long as they have not become the permanent property of the corporation, shall be considered as endowments made under the preceeding section.

Settle-
ments.

10. The corporation may change its corporate name with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council; the corporation may change the place of its corporate seat, which must be located in the Province; notice shall be given forthwith to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change
of name,
etc.

11. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or adventures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party; any person interested may, on occasion, refer to such copy and make extracts therefrom without cost.

Trust
deed.

12. Any member of the corporation may engage her activities in the service of the latter and determine by agreement

Activities
of mem-
bers.

tion les conditions, et une telle convention produit ses effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant et aussi longtemps que le membre fait partie de la corporation.

the conditions thereof, and such agreement shall have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as such person remains a member of the corporation.

Désignation des membres.

13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

13. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion.

Designation of members.

Réclamations.

14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus réclamer de la corporation, même s'il cesse d'en être membre, de compensation pour le travail accompli au service de cette dernière.

14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in its service.

Claims.

Exercice des droits civils des membres.

15. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

15. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Exercice of civil rights of members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Recourses.

Supérieure.

16. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse exerçant alors la fonction de supérieure de la congrégation à Montréal où sera situé le siège social.

16. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the nun acting for the time being as superior of the congregation at Montreal where the corporate seat shall be.

Superior.

Autorisation.

Cependant, la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation prévu à l'article 7 et pour poser les actes assujettis par ses règlements à une telle autorisation.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise its regulating power contemplated in section 7 and to perform any acts which, by its by-laws, are subject to such authorization.

Authorization.

Conseil de consultants.

Sont membres de ce conseil de consultants les religieuses exerçant à l'occasion la fonction de membre du conseil de la supérieure de la congrégation ainsi que les membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements.

The nuns acting for the time being as members of the council of the superior of the congregation as well as the members appointed as advisers, as occasion arises, by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of such council of advisers.

Council of advisers.

Déclaration.

17. La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

17. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration, containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registres et leur contenu.

18. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité et domicile de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun, son nom en religion, la date de son admission et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieure de la congrégation, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

e) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil des consultants de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

f) un résumé des dispositions des fondations et des dots acceptées sous le régime des articles 8 et 9;

g) les créances garanties par hypothèque sur ces immeubles, en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

18. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality and domicile of every member of the corporation, indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission and the date when she ceased to be a member;

d. the surname and Christian names of every member holding the office of superior of the congregation, indicating the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

e. the surname, Christian names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation indicating, as regards each, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

f. a summary of the provisions of the endowments and gifts accepted under sections 8 and 9;

g. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by its secretary.

Extraits.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Preuve de membre.

19. Un certificat du chancelier du diocèse de Montréal, ou suivant le cas, du diocèse comprenant dans ses limites

19. A certificate of the chancellor of the diocese of Montreal, or of the diocese comprising in its limits the place of the

Proof of membership.

l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil de consultants ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation, is a member of its council of advisers or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Visiteur. 20. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Montréal ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

20. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting, as Roman Catholic bishop of Montreal or any person appointed as visitor by such clergyman. **Visitor.**

Idem. Au cas de division, de modification des limites ou de translation du siège du diocèse de Montréal, ou, au cas de modification du siège social de la corporation, le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

In the event of a division, change in the limits or translation of the seat of the diocese of Montreal, or change of the corporate seat of the corporation, the visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of the corporation, or any other person appointed as visitor by such clergyman. **Idem.**

Dissolution. 21. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

21. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation approved by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic bishop of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. **Dissolution.**

Donations. 22. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

22. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting. **Grants.**

Corporations. 23. Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation, peut émettre sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corpora-

23. The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation, may issue letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for the purposes **Corporations.**

tion pour les fins décrites à l'article 4 ou pour l'une ou plusieurs d'icelles, avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de ladite congrégation; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Requête.

La requête doit établir la ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre ou, selon le cas, de ses membres et de ses administrateurs ainsi que de son visiteur.

Modifications.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article autorisée par son visiteur ou, si elle n'en possède pas, par la supérieure de la congrégation, peut par lettres patentes supplémentaires modifier le nom corporatif et le siège social, les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article autorisée par son visiteur ou, si elle n'en possède pas, par la supérieure de la congrégation, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi.

Succession.

24. Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation constituée par la présente loi, peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que telle corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par son ou ses administrateurs.

mentioned in section 4 or for one or more of the same, including the rights, powers and privileges mentioned in the petition and on the conditions therein mentioned, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the said congregation; notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

The petition shall state the object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and privileges mentioned in this act which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its member or members, as the case may be, and of its administrators and visitor.

Petition.

The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under the authority of this section and authorized by its visitor or, if it has no visitor, by the superior of the congregation, may by supplementary letters patent change the corporate name and the corporate seat, the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amendments.

The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under the authority of this section and authorized by its visitor or, if it has no visitor, by the superior of the congregation, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Dissolution.

24. The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation incorporated by this act, may by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved, provided the latter has agreed thereto by its administrator or administrators.

Succession.

Succes-
sion.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent approuvée par la corporation constituée par la présente loi, peut décréter une même disposition en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une semblable corporation qui y a donné son assentiment par son ou ses administrateurs.

Effet.

De la date d'émission de telles lettres patentes, la corporation qui succède à la corporation éteinte, est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations; tous les actes posés par la corporation éteinte sont censés valides, obligatoires et légaux à toutes fins que de droit, toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par ou contre la corporation éteinte peut être valablement commencée ou continuée par ou contre la corporation qui lui succède.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission d'immeubles résultant de la présente loi et des dispositions des lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The Lieutenant-Governor, upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, approved by the corporation incorporated by this act, may enact the same provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its administrator or administrators.

Succes-
sion.

Effect.

From the date of issuing of such letters patent, the corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and shall be bound by its obligations; all the deeds made by the corporation dissolved are deemed valid, binding and lawful for all legal purposes, any disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made in favour of the corporation succeeding it and all proceedings which might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Registra-
tion.

The succeeding corporation shall register, in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where the immoveables are situated, a declaration showing the transfer of immoveables made under this act and the provisions of the letters patent and describing, according to law, the immoveables so transferred.

Coming
into force.

25. This act shall come into force on the day of its sanction.